



LEXIQUE

Afrique	Abdoulaye Bio-Tchané : « Il faut absolument que l'Afrique se nourrisse »	2010.06.18
Afrique	BURUNDI • Un scrutin sous haute tension	2010.06.21
Afrique	Chinafrique La présence de la Chine en Afrique propice à la transformation économique et sociale du continent africain ?	2010.06.15
Afrique	Gabon Vers l'interpellation du ministre de l'intérieur, pour fraude électorale	2010.06.19
Agriculture	Togo Contexte	2010.06.19
Coopération	Togo signature d'une convention de financement de 8 millions d'Euros avec l'AFD	2010.06.19
Coopération	CUBA-TOGO Le Parlement togolais balise le renforcement de la coopération bilatérale	2010.06.20
CVJR	Fin de la formation des journalistes sur le processus de réconciliation au Togo	2010.06.19
Diaspora	Togo, et la dignité humaine dans tout ça ?	2010.06.19
Droits Homme	Le Togo ratifie le protocole additionnel des Nations unies sur la prévention de la torture dans les lieux privés de liberté	2010.06.14
Économie	HOUNGBO lance un appel aux investisseurs	2010.06.21
Economie	UEMOA - Hausse du prix des produits pétroliers au Togo	2010.06.19
Enseignement	Togo les langues africaines au secours de l'école	2010.06.19
Environnement	Terribles inondations au Togo, la maison de l'international de football Adebayor sous les eaux	2010.06.21
Médias-Presse	Togo la revue de la presse togolaise du 14 au 20 juin 2010	2010.06.20
Politique	TOGO Avis de réunion UFC COMMUNIQUE	2010.06.20
Politique	Togo Contestation de la présidentielle La mobilisation ne faiblit pas à Lomé	2010.06.19
Santé	Social Togo Grève imminente du personnel soignant	2010.06.20
Social	Koffi Walla II libère enfin le plancher de la CNSS	2009.04.19
Sports	Mondial 2010 • La débâcle de l'Afrique	2010.06.21
Sports	Mondial 2010 • Comment j'ai appris à aimer les Bafana Bafana	2010.06.21
Archives	Togo Eyadema qui Chante	2009.04.19



Afrique Abdoulaye Bio-Tchané : « Il faut absolument que l'Afrique se nourrisse »

Entretien avec le président de la Banque ouest-africaine de développement



La Banque ouest-africaine de développement (Boad) fait sa mue au moment où plusieurs de ses Etats membres commémorent leurs 50 ans d'indépendance. Doubler son capital, s'affirmer sur le plan international et faire du développement durable la toile de fond de sa stratégie, autant de chantiers que révèle Abdoulaye Bio-Tchané, le président de la Boad.

vendredi 18 juin 2010 / par Falila Gbadamassi

Le développement durable est désormais au cœur de la stratégie de la Banque ouest-africaine de développement qui s'est livrée, lors d'un [forum](#) consacré à cette problématique les 15 et 16 juin à Lomé, à un bilan à l'occasion du cinquantenaire des indépendances de sept de ses Etats membres. Abdoulaye Bio-Tchané, le président de la Boad, reconnaît que les efforts fournis jusqu'à présent « n'ont pas été suffisants pour satisfaire le plus grand nombre » d'où la nécessité « de définir de nouvelles stratégies qui permettent de croître beaucoup plus vite », avec en filigrane le développement durable.

Afrik.com : En quoi la donne du développement durable change-t-elle la politique de votre institution financière ?

Abdoulaye Bio-Tchané : C'est une question de viabilité. Quand on va à Cotonou (capitale du Bénin), par la route, on voit les dégâts de l'érosion côtière aussi bien au Togo qu'au Bénin. C'est pareil au Sénégal, en Côte d'Ivoire... Nous assistons aux dégâts causés par la sécheresse au Sahel. Nous avons besoin de travailler en ayant le développement durable à l'esprit dans toutes nos politiques.

Afrik.com : L'une des nouvelles ambitions de la Boad dans ce contexte est de permettre aux pays de la zone Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine) de profiter des ressources disponibles sur le marché du carbone....

Abdoulaye Bio-Tchané : Nous avons pour objectif de mettre sur le marché d'ici la fin de l'année des produits qui vont générer des ressources. Ces dernières pourront être réinvesties dans les projets concessionnels de nos Etats, qu'ils soient routiers, liés à l'assainissement ou encore aux besoins de nos communes. Ces ressources viendront renforcer la profitabilité de la banque.

Afrik.com : De nouvelles priorités, mais les anciennes restent malheureusement à l'ordre du jour, notamment en ce qui concerne les infrastructures et le secteur agricole. Qu'est-ce qui a empêché le développement approprié des infrastructures dans la zone Uemoa et pourquoi, 37 après la naissance de la Boad, la garantie de la sécurité alimentaire refait surface dans les priorités de la banque ?

Abdoulaye Bio-Tchané : Ces priorités ne sont pas forcément celles de la banque, ce sont celles de nos Etats. Nous les accompagnons en mettant des financements en place, et nous ne sommes pas les seules, qui au regard de l'ensemble de leurs besoins, sont minuscules. Néanmoins, la banque a une capacité de mobilisation additionnelle qui est importante. Nous avons effectivement des priorités qui ne sont pas nouvelles. Mais elles ont été confrontées, soit au fait que nous n'avons pas agi avec méthode, soit au fait

que les ressources ont manqué. Nous voulons nous attaquer à ces deux fronts aujourd'hui. Il faut absolument que l'Afrique se nourrisse, c'est une vision partagée par tous. A cela, j'ajoute que l'Afrique peut non seulement se nourrir, mais également exporter ses produits vivriers. Nous avons le potentiel : les terres, l'eau, le soleil... Ce qui nous manque, c'est la technologie et les ressources financières. Nous pouvons acheter la première. En ce qui concerne les financements, il y a aujourd'hui plus de possibilités de lever des fonds. Par le passé, il fallait que les Etats s'endettent pour pouvoir le faire. Ils continuent certes de s'endetter, mais il y a également le secteur privé. Au Togo, par exemple, un promoteur a développé un projet estimé à 100 millions de dollars. Il produira de l'énergie qui sera vendue à la CET (Compagnie d'électricité togolaise, ndlr). Nous disposons donc de nouvelles opportunités de financement. Nous avons développé un marché financier régional qui permet d'émettre ces différents instruments. La Boad, émetteur de référence dans cette sous-région, a pour ambition d'opérer également sur le marché international. Nous sommes en train de mettre en œuvre des réformes en interne pour pouvoir y accéder. La Boad va par exemple accéder aux normes comptables internationales (IRFS) et se faire noter.

Afrik.com : L'augmentation du capital de la banque participe de cette volonté d'être un acteur crédible de la finance internationale ?

Abdoulaye Bio-Tchané : Le capital de la banque est de 700 milliards, nous souhaitons le porter à 1400 milliards de F CFA. Le conseil d'administration examine actuellement la question. Outre le changement de perception que cela va opérer au niveau de nos interlocuteurs, nous avons besoin d'une base de capital plus large compte tenu des projections que nous avons faites.

Afrik.com : Le taux de change euro-dollar est en faveur de l'euro. Une bonne nouvelle pour le F CFA. Mais les interrogations sur l'intérêt de maintenir une parité fixe entre le F CFA et l'euro demeurent et la question de la dévaluation traverse souvent les esprits...

Abdoulaye Bio-Tchané : L'évolution de l'euro par rapport au dollar est favorable aux secteurs qui exportent. Nous avons un certain nombre d'industries qui deviennent un tout petit peu plus compétitives. Pour ce qui est de la parité F CFA - euro, c'est parce qu'elle est fixe que nous profitons de la baisse de l'euro par rapport au dollar. Il ne faut pas en déduire quelque chose sur la parité du F CFA puisqu'elle est liée de façon générale à tous les aspects de compétitivité de nos économies. Quand l'euro était encore à son niveau le plus haut, nous considérions qu'il n'y avait pas de raison de dévaluer. C'est encore plus vrai aujourd'hui que l'euro a baissé. Il n'y a pas de risque de dévaluation du F CFA. Ce ne sont pas seulement les éléments monétaires qui sont importants. Aussi, nous devons améliorer la compétitivité de nos pays, dans l'agriculture et tous les secteurs ouverts à la concurrence. C'est seulement dans ces conditions que nos producteurs pourront tirer avantage de la situation.

Le Pays **Afrique BURUNDI • Un scrutin sous haute tension**

A l'approche de l'élection présidentielle du 28 juin, l'insécurité redouble dans le pays. Le président sortant et candidat unique, Pierre Nkurunziza, en porte en grande partie la responsabilité.

21.06.2010 | Séni Dabo | [Le Pays](#)



© AFP Pierre Nkurunziza

Au Burundi, le pouvoir et l'opposition se regardent en chiens de faïence depuis les élections municipales du 24 mai 2010. La remise en cause par l'opposition de la transparence et de la régularité du scrutin a détérioré les rapports entre les politiciens burundais. Et, pour montrer qu'ils sont sérieux dans leur demande de reprise des élections, entachées d'irrégularités à leurs yeux, sept candidats de l'opposition se sont retirés de la course à la présidentielle.

Cette situation a ouvert un boulevard au candidat du parti au pouvoir, Pierre Nkurunziza, qui brigue sa propre succession à l'élection présidentielle du 28 juin. La sourde oreille faite par le pouvoir face au souhait de l'opposition de reprendre les communales, et surtout de faire campagne pour le boycott, a eu pour conséquence la montée de la tension, comme il fallait d'ailleurs s'y attendre.

C'est ainsi que le 16 juin des affrontements ont opposé la police et des militants des Forces nouvelles de libération (FNL) qui ont déferlé des collines dominant la capitale, Bujumbura, pour protéger leur leader, l'ex-chef rebelle Agathon Rwasa, qui, selon la rumeur, pourrait être arrêté. Au fur et à mesure que la date de l'élection se rapproche, la tension monte, sans oublier l'insécurité, dont une espèce d'avant-goût est servie par des grenades qui explosent çà et là de temps à autre [elles ont fait 2 morts et 37 blessés dans la nuit du 18 au 19 juin]. Et le tout se déroule pour le moment dans l'indifférence de la communauté internationale, qui, d'ailleurs, a manqué l'occasion d'apaiser les choses, comme aurait pu le faire le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. En visite le 9 juin dans ce pays, il a pratiquement pris fait et cause pour le pouvoir en affirmant que les élections communales s'étaient déroulées dans des conditions acceptables. Cela a suffi pour irriter l'opposition et l'amener à retirer ses candidats de l'élection présidentielle. Il aurait fallu beaucoup plus de tact face à un pays qui ne s'est pas encore complètement remis de la guerre civile. Mais Pierre Nkurunziza se préoccupe surtout de la tenue de l'élection qu'il va remporter faute de concurrents. Or, cette élection est justement celle de tous les dangers en ce sens qu'elle pourrait remettre le feu aux poudres. Le régime en place en a-t-il vraiment conscience ? Il ne doit pas se laisser obnubiler par la réélection du candidat sortant au point de ne pas voir les étincelles qui naissent et qui peuvent allumer un grand feu que le pays ne sera pas en mesure d'éteindre tout seul. Ancien chef rebelle lui-même, Pierre Nkurunziza est bien placé pour connaître les affres de la guerre, ses conséquences désastreuses pour un pays. Il est bien placé aussi pour savoir qu'un président même légitimement élu ne peut gouverner dans un contexte d'instabilité. C'est dire qu'il peut éviter à son pays des souffrances inutiles en nouant le dialogue avec l'opposition. Il faut qu'il commence déjà par l'écouter, par discuter avec elle, pour que la présidentielle ne mette pas en péril la paix sociale.



CHINAFRIQUE La présence de la Chine en Afrique propice à la transformation économique et sociale du continent africain ?

LE 15.06.2010 À 09:44 - MODIFIÉ LE 15.06.2010 À 10:26 | © 2010 CHINE NOUVELLE

La présence croissante de la Chine en [Afrique](#) représente une transformation économique et sociale historique pour le continent africain, indique un projet de recherche dirigé par l'[Afrique](#) intitulé "la Chine en Afrique".

"Dans les régions où sont étroites les relations économiques avec la Chine, nous avons vu une croissance accélérée et des conditions sociales améliorées", a déclaré Philip Idro, un expert des relations économiques sino-africaines.

La recherche, menée par des experts africains et sponsorisée par la Fondation Rockefeller, a montré que la coopération économique avec la Chine a apporté une croissance des revenus, un accès accru aux biens de consommation et à la technologie, et le développement des soins médicaux, de l'éducation et des infrastructures pour les pays africains.

Un autre résultat important de la recherche est que "Chaque fois que l'[économie](#) chinoise grandit, l'[économie](#) africaine grandit. Chaque fois que l'[économie](#) chinoise stagne, l'[économie](#) africaine stagne. Nous appelons ce phénomène le 'nouveau couplage'", a-t-il ajouté Philip Idro, qui était ambassadeur d'Ouganda en Chine de 1999 à 2005, lors d'une interview accordée lundi à l'Agence de presse Xinhua (Chine Nouvelle).

"Ce couplage indique que si l'[Afrique](#) veut se développer, elle doit se lier avec la Chine, et que la Chine doit également se lier avec les pays africains, non seulement pour les matières premières, mais aussi beaucoup d'autres choses", a-t-il souligné.

Les entreprises chinoises ne font pas que s'intéresser aux ressources naturelles africaines, elles pavent des routes, construisent des ports, des écoles, des ponts et des stades, implantent des usines et posent des câbles de télécommunications, a-t-il ajouté.

Les investissements ont créé "un tremplin pour créer des emplois dans la fabrication, l'exploitation minière et la construction en [Afrique](#). De plus les nouvelles installations de formation et de recherche contribuent également au transfert de compétences et de technologie", explique le document.

Les chercheurs ont également trouvé que les investissements chinois aidaient les économies africaines à diversifier le traitement des exportations locales et que la coopération agricole contribuait à l'augmentation de la production et de la productivité.

"Les différences apportées par la participation de la Chine sont une indication que l'approche de la Chine vers le développement des relations économiques avec l'[Afrique](#) est réussie et gagnant-gagnant", a déclaré Idro.

"En développant les relations économiques avec l'[Afrique](#), la Chine a toujours en vue le concept de 'croissance'. C'est un sujet délibéré et urgent en Chine, il est encore plus urgent pour les pays africains," a-t-il ajouté.

"L'Europe sait que nous avons besoin de croissance, les Etats-Unis savent aussi que nous avons envie de croissance, mais ils n'ont pas la même urgence que nous, c'est ainsi qu'ils mettent en premier la démocratie et d'autres sujets politiques, mais ce que nous voulons c'est la croissance car nous sommes convaincus que la croissance amènera la démocratie et la paix," a indiqué Idro.

Par ailleurs, les pays africains peuvent s'inspirer du développement de la Chine. "Prenons l'agriculture comme exemple, les pays africains peuvent appliquer de nombreuses technologies que la Chine a déjà adoptées afin de renforcer la productivité agricole," a-t-il noté.

En ce qui concerne les marchandises bon marché "Made in China" et les infrastructures construites par les Chinois, la présence de la Chine en [Afrique](#) a également suscité des plaintes parmi certains de ses habitants, y compris des ouvriers et des patrons des usines.

"Il est vrai que certains fabricants africains se plaignent, parce qu'ils ne sont pas en mesure de se rivaliser avec leurs homologues chinois qui travaillent si dur et les travailleurs craignent également de perdre leur emploi à cause des produits chinois bon marché," a remarqué Idro.

"Or, de nombreux consommateurs, qui n'avaient pas assez de moyens pour s'offrir de tels produits à cause de leur accès limité aux biens de consommation, en sont contents. Il faut donc considérer les avantages et les inconvénients", a déclaré Idro.

Quant aux accusations que "la Chine a envie d'être le premier profiteur des ressources africaines et elle ne s'intéresse qu'à cela", Idro a estimé que ces accusations étaient injustes car "la Chine ne domine guère les secteurs de pétrole et du gaz en Afrique".

"Les investissements chinois dans les industries de pétrole et de gaz en [Afrique](#) représentent un seizième du total de ce secteur dans le monde", a-t-il indiqué, en citant des statistiques officielles publiées par la Chine et l'[Afrique](#).

Il faut bien remarquer que la Chine achète du pétrole en [Afrique](#) d'une façon différente des pays occidentaux: elle associe souvent ses contrats de pétrole à des prêts pour des projets d'infrastructure, alors que les pays développés et des institutions financières internationales ont largement abandonné les projets d'infrastructures en [Afrique](#) depuis les années 1970, indiquent les recherches d'Idro.

Cela étant, les relations économiques entre la Chine et des pays africains peuvent toujours être améliorés, suggère le projet des recherches sur la "présence de la Chine en Afrique".

"Les communautés africaines n'ont pas développé de stratégie puissante et cohérente en matière de relations avec la Chine, tandis que la Chine a toujours un concept général," a indiqué Idro.

Ces recherches proposent que tous les pays africains doivent élaborer des stratégies nationales intégrées pour discuter avec leurs partenaires chinois, inscrire ces stratégies dans des plans de développement à long terme et les baser sur un agenda du mode de transformation économique.

"Les relations entre la Chine et l'[Afrique](#) sont encore très jeunes, et tous ces problèmes peuvent être réglés si les deux parties gardent l'esprit ouvert et sont honnêtes l'une vis-à-vis de l'autre" a-t-il conclu.



Afrique Gabon Vers l'interpellation du ministre de l'intérieur, pour fraude électorale



Samedi 19 Juin 2010 - **La procédure en cours de rédaction et en voie d'être déposée sur la table de l'assemblée nationale, est à mettre à l'actif des deux principales forces de l'opposition gabonaise, l'Alliance pour le Changement et la Restauration, ACR, et l'Union Nationale, UN, forces politiques desquelles sont respectivement issus les deuxième et troisième à la présidentielle anticipée du 30 août dernier, citons, Pierre Mamboundou et André Mba Obame.**

Ces deux entités de l'opposition gabonaise, entendent œuvrer de concert, en vue de l'ouverture d'une enquête parlementaire, dans le cadre des accusations contre le ministre de l'intérieur, Jean François Ndongou, pour connivence dans les scandales de fraudes orchestrées lors des élections législatives du 6 juin dernier.

Des scandales, qui poussent l'opposition gabonaise à introduire auprès de la cour constitutionnelle, des recours en annulation du vote, dans trois des cinq circonscriptions politiques qui ont été concernées par cette élection partielle, circonscriptions politiques dans lesquelles les candidats de l'opposition ont été battus, suite à ces pratiques qualifiées par l'opposition de jeu à "qui perd gagna". Les circonscriptions concernées sont, Mulundu, dans le sud-est, le Komo Mondah, dans la banlieue de Libreville, et Bendjé, dans la capitale économique du pays.

La liste de récriminations de l'ACR et de l'UN, comprend notamment, la révision illégale et la manipulation de la liste électorale, dénonçant l'utilisation lors de ces partielles, d'une liste électorale distincte de celle utilisée lors de la présidentielle anticipée d'août dernier, alors qu'il n'a été procédé à aucune révision de ladite liste, dans l'intervalle des deux scrutins.

Notons également, la phase de démonstration des fausses pièces d'état civil saisies, des vrais-faux récépissés et cartes d'identités, qui avaient été utilisés lors de ces élections partielles, pour lesquelles l'opposition accuse le pouvoir d'avoir également fait usage de violences physique et morale, et autre d'achat de conscience.

A l'approche des élections législatives nationales de 2011, et en vue de l'organisation d'un scrutin transparent, l'opposition conditionne sa participation, à la mise à plat du fichier électoral, et à l'adoption par le parlement, de la batterie de textes nécessaires à l'introduction de la biométrie dans le processus électoral.

Selon les résultats officiels, le parti démocratique gabonais au pouvoir, PDG, a remporté trois des cinq sièges qui étaient à pourvoir, contre deux à l'Union Nationale, et aucun siège, tant au Parti Social Démocrate de Pierre Claver Manganga Moussavou, membre de la majorité présidentielle et qui n'a pas manqué de crier à la fraude mise en place par ses alliés politique, aucun siège à l'Union Pour la Nouvelle République de Maître Louis Gaston Mayila.

L'agriculture constitue le secteur moteur de l'économie togolaise. Principale source de revenus et d'emplois pour 65 pour cent de la population, l'activité agricole représente en moyenne, au cours des dix dernières années, 38 pour cent du PIB. Cette agriculture de subsistance, essentiellement informelle, repose sur les principales cultures de rente que sont le coton et subsidiairement le café et le cacao.

Confrontée à des difficultés structurelles, elle est caractérisée par un faible niveau technique et un faible taux d'équipement des exploitations. De fait, cette agriculture de type traditionnel reste largement tributaire des aléas climatiques -sècheresses prolongées et répétitives, inondations des zones de basses altitudes. Lors des campagnes agricoles 2007/2008 et 2008/2009, les productions vivrières ont été gravement compromises par de fortes inondations dans plusieurs régions du pays. En sus des pertes importantes occasionnées au niveau du cheptel, elles ont causé des dégâts sur les cultures (20 014 ha de plantations partiellement ou totalement détruites) et entraîné la destruction des infrastructures de stockage, exposant les populations sinistrées à l'insécurité alimentaire.

Parallèlement aux aléas climatiques, le pays a connu une forte augmentation du prix des denrées alimentaires suite à la crise alimentaire mondiale de 2008. Cette situation a entraîné une dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages. En outre, depuis ces dernières années, le Togo a été touché par plusieurs épizooties, en particulier l'Influenza aviaire hautement pathogène, la maladie de Newcastle, la peste des petits ruminants ou encore la peste porcine.

Rôle d'urgence de la FAO au Togo

Pour répondre à la flambée des prix des denrées alimentaires, aux aléas climatiques et aux épizooties qui affectent le Togo, la FAO met en œuvre plusieurs projets d'urgence, qui visent:

- à appuyer les ménages agricoles fragilisés par la hausse des prix et les aléas climatiques. Des maraîchers et des producteurs de maïs ont ainsi pu bénéficier de distributions d'intrants, de matériel et d'un appui technique;
- à soutenir la campagne de vaccination, de communication et de formation entreprise par le Gouvernement togolais dans les zones affectées par le charbon bactérien;
- à apporter une assistance au gouvernement togolais dans la prévention et le contrôle de l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène;
- au renforcement de la sécurité alimentaire des ménages agricoles vulnérables affectés par la flambée des prix des denrées alimentaires de base, à travers l'amélioration de leur capacité de production vivrière.



Coopération Togo signature d'une convention de financement de 8 millions d'Euros avec l'AFD

Samedi 19 juin 2010 - Le gouvernement togolais et l'Agence française de développement (AFD) ont signé, vendredi à Lomé, une convention de financement de 8 millions d'euros en faveur du système sanitaire au Togo, a rapporté la télévision nationale. Le financement servira au renforcement des capacités du personnel sanitaire y compris celui du Centre national de transfusion sanguine qui vient d'être réhabilité pour près de 200 millions de FCFA avec également l'appui de la France.

Le programme à cet effet va durer cinq ans et les actions qui y sont inscrites touchent également l'amélioration du système de diffusion des médicaments au Togo. Le renforcement des capacités vise une mise à niveau du personnel de la santé par une formation avec l'expertise internationale. Il s'agit d'une série d'actions attendues pour faciliter la réforme du ministère de la Santé et la formation du personnel.
(Xinhua)



Coopération CUBA-TOGO Le Parlement togolais balise le renforcement de la coopération bilatérale

Dimanche, 20 Juin 2010 13:10 - L'Assemblée nationale a autorisé, jeudi, le gouvernement togolais à ratifier deux accords de coopération avec le Cuba dans le renforcement de la coopération sud-sud, a appris samedi l'Agence Xinhua des sources du Parlement.

Deux projets de loi ont été adoptés à cet effet et portent sur un accord-cadre de coopération économique, commerciale, technique, scientifique, culturelle et sociale que le Togo et le Cuba avaient signé le 31 juillet 2001 et aussi sur la création prochaine d'une Grande commission mixte de coopération entre les deux pays.

Il s'agit d'un engagement, au niveau des gouvernements des deux pays, de renforcer leurs liens d'amitié et de coopération dans les domaines de la formation professionnelle, du sport, du commerce, de la culture, de la technique et de la recherche scientifique.

L'adoption des deux lois « s'inscrit dans une approche pragmatique et la coopération aura davantage de retombées positives » pour le Togo, a expliqué Selom Klassou, 1er vice- président de l'Assemblée nationale togolaise.

Il a relevé que le Cuba dispose de potentialités et d'expertise dans les domaines de la santé, du sport, de la recherche scientifique et de l'éducation, les qualifiant de ressources dont le Togo pourra bénéficier.

Le ministre togolais des Affaires étrangères et de la Coopération Elliot Ohin a fait état de spécificités culturelle et social des pays. Pour le chef de la Diplomatie togolaise, la coopération sud-sud entre le Togo et le Cuba est « un processus endogène favorisé par un environnement socioculturel et politique des deux pays beaucoup plus proches permettant ainsi un échange d'expertise ». **SOURCE: XINHUA**

MO5 TOGO CVJR Fin de la formation des journalistes sur le processus de réconciliation au Togo

6/19/2010 - Fin cet après-midi à Avépozo, localité située à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Lomé d'un atelier organisé par la Commission Vérité-Justice et Réconciliation (CVJR) à l'intention des reporters et chroniqueurs de la presse écrite togolaise sur les missions de cette institution. La rencontre était placée sous le thème : « La CVJR, mandat et enjeux : quelle contribution pour les médias ? »



Elle visait à outiller les participants pour qu'ils soient des relais de la CVJR et l'appuyer par des informations qui ne portent pas des germes d'intolérance préjudiciables au processus de réconciliation en cours au TOGO.

La CVJR, mise en place en mai 2009, a pour but de faire la lumière sur les violences à caractère politique qu'a connues le Togo depuis 1958 à 2005. Elle rentre dans le vif du sujet le 20 juillet prochain, après une période de temps mort consacrée au processus électoral, par les dépositions dans toutes les régions. La période du 1er septembre 2010 à mars 2011 sera consacrée aux investigations, et les audiences publiques ou en huis clos s'étaleront d'octobre 2011 à décembre 2011. La remise du rapport final au Chef de l'Etat est prévue pour le 29 mai 2012.

La rencontre a été ouverte par la vice-présidente de la Commission Mme Tchangai Walla en présence du président de la HAAC, M. Philippe Evégnou. Ce dernier a exhorté les journalistes à "ne pas se substituer" à la CVJR ni de "se substituer à la frange de la population appelée à faire des dépositions", mais à être des "collaborateurs sincères et responsables" de la commission. La CVJR a pour but de proposer des mesures susceptibles de favoriser le pardon et la réconciliation nationale. Elle a un délai de 18 mois prorogeable de 6 mois. Elle a été installée par décret présidentiel et présidée par Mgr Nicodème Barrigah-Bénissan.

[\(mo5-togo.com\)](http://mo5-togo.com)



Diaspora Togo, et la dignité humaine dans tout ça ?

Professeur Yao ASSOGBA 6/19/2010

(Québec, Canada)

La quasi perpétuation de la crise togolaise depuis une quarantaine d'années montre que l'impéritie et le cynisme politiques ont la vie dure au Togo ! À force d'y penser et d'y réfléchir, je suis porté à croire que les dirigeants et l'opposition de ce pays ne semblent sans doute pas avoir vraiment compris le sens profondément éthique du mot cité dans « Togolais viens, bâtissons la cité » comme l'hymne national nous y convie.

De la cité

Pour Aristote, toute Cité, polis, est une communauté, koinonia, et toute communauté est organisée en vue d'un certain bien. La plus grande communauté humaine qui soit est la communauté politique, koinonia politiké. Elle vise comme but « un certain bien » et comme finalité le « bien suprême » qui, selon Locke, consiste à garantir le droit à la paix, à la liberté et à la prospérité pour toute personne humaine dans sa totalité, comme un être individuel responsable et un être social redevable à la société. En outre c'est un être moral qui aspire à dépasser les besoins primaires de l'humaine condition et à poursuivre des idéaux. En dernier ressort, le « bien suprême » est le respect de la dignité humaine. La dignité humaine renvoie à la valeur intrinsèque de la vie humaine et exige qu'une personne ne soit jamais traitée d'une façon telle que l'importance unique de sa vie soit niée ou bafouée. L'éternelle quête de la personne d'une communauté politique de respect de la dignité humaine est apparue avec la naissance de l'humanité. Cette communauté politique est la démocratie. Il y a respect de la dignité humaine lorsque **je ne fais pas à l'Autre ce que je n'aime pas ou je n'aimerais pas qu'on me fasse.**

J'interroge les dirigeants et les élites politiques du Togo :

1. aimeriez-vous avec vos enfants être privés de la paix, de la liberté et de la prospérité ?
2. aimeriez-vous avec vos enfants, souffrir de malnutrition et faim, ne pas avoir accès à des dispensaires et aux hôpitaux sans infrastructures médicales, fréquenter des écoles et des universités à effectif pléthorique, sans matériels didactiques et pédagogiques, ni bibliothèque, ni salle de cours spacieux, ni dispositifs de recherche scientifique?
3. après 50 ans d'indépendance, êtes-vous fiers de l'état des infrastructures socioéconomiques du Togo en comparaison des besoins de toute société moderne, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, les transports, l'industrie, la justice, le régime politique, l'administration publique, etc. ? Si vous répondez non à toutes ces questions, vous n'avez pas ou vous ne respectez pas la dignité humaine du peuple togolais.

Le Cri de l'Homme togolais.

Dirigeants et élites politiques du Togo, l'heure d'entendre le Cri du peuple togolais a sonné pour vous. Si les populations togolaises crient démocratie, c'est pour affirmer leur volonté de vivre librement. Si les populations togolaises crient leurs maladies, leur sous-alimentation, leur faim, chômage, analphabétisme, inégalités sociales effrayantes, tout en prenant quotidiennement des initiatives pour survivre, c'est pour affirmer leurs aspirations légitimes à la redistribution équitable des richesses du pays, ce qui leur permet de vivre dignement. Dirigeants et élites politiques du Togo, l'heure d'écouter la voix noble du peuple togolais dans sa légitime quête de la démocratie a réellement sonné pour vous. Dirigeants et élites politiques du Togo, l'éthique publique qui demande l'exercice d'un pouvoir qui respecte de la dignité humaine du peuple

togolais vous interpelle aujourd'hui, vous interpellera demain et toujours. C'est à l'aune de cette politique que le peuple togolais vous juge et que **l'histoire vous jugera**.

Pour une volonté collective de changement social au Togo

Comme l'a écrit Kwame Nkrumah, bâtir la cité consiste en la « pratique sociopolitique qui cherche à coordonner les forces sociales de façon à les mobiliser logistiquement en du développement maximum de la société, dans une ligne authentiquement égalitaire » (Le consciencisme, Paris, Payot, 1965, p. 148). Étant donné l'histoire des 50 ans dernières années de leur pays, c'est par la voie d'une réelle réforme que les Togolais et les Togolaises seuls bâtirons leur pays. La réforme est une décision collective rendue nécessaire par une situation sociétale sclérosée dont on veut se débarrasser pour rétablir les conditions du nouveau contrat social. La réforme suppose une volonté collective de changement social.

L'État en est généralement l'instigateur. On peut distinguer au moins deux formes de volonté : 1) la volonté de puissance et 2) la volonté de l'acte éthique et moral. Un État qui est motivé par la première forme de volonté veut dominer ses semblables et de les soumettre à son joug.

C'est cette volonté qui a présidé aux destinées du Togo depuis 40 ans qui semble se cristalliser autour de l'accord du 26 mai 2010 entre Gilchrist Olympio et Faure Gnassingbé, accord politiquement désintégré (consolidation du RPT au détriment de la scission au sein de l'UFC) et symboliquement dangereux, (les fils de deux Présidents du Togo). Cet accord fallacieux n'est pas une voie de sortie de la crise togolaise.

La deuxième forme de volonté est cette faculté qu'a un Chef de la Cité de se déterminer, d'après des raisons ou des motifs d'éthique publique, à donner un nouveau sens à la vie commune en mobilisant tous les citoyens autour d'idéaux qu'ils partagent et qui leur donnent la fierté nationale de participer à l'édification de la cité. La volonté collective de l'action éthique et morale suppose conscience nationale, rationalité par rapport aux valeurs de respect de la dignité humaine et surtout la bonne foi de tous les acteurs politiques pour un réel changement social qui doit signifier au Togo : construction d'une cité, édification d'une nation, instauration d'une démocratie sociale. Voilà les trois grandes tâches auxquelles les dirigeants togolais refusent de s'atteler depuis 40 ans, sans doute par manque de cette volonté. Voilà les trois tâches autour desquelles que l'opposition togolaise a manqué de faire rimer alternance de pouvoir et alternative de société.

Ensemble bâtir la cité

C'est par cet appel solennel que le Président Sylvanus Olympio a conclu son discours d'indépendance le 27 avril 1960 :

*Et maintenant,
Togolais et Togolaises
Allons, comme l'hymne national nous y convie,
Allons tous ensemble bâtir la cité.*

La vraie question, la seule d'ailleurs à mon sens, que l'État togolais qui se confond au RPT et tous les autres partis politiques, les mouvements sociaux, associations, congrégations, etc. doivent éthiquement et moralement se poser est la suivante : comment les Togolais et les Togolaises peuvent-ils s'entendre librement et raisonnablement sur des règles communes et des principes communs d'organisation de la vie dans une société togolaise de paix, de liberté et de prospérité pour tous ? C'est la recherche de la réponse à cette question fondamentale du vivre ensemble dans la cité togolaise qui doit être le motif, le mobile de tous les acteurs politiques au Togo. En de ça et en dehors de cette quête fondamentale du vivre ensemble, la sortie du Togo de sa crise me paraît impossible.



Droits Homme Le Togo ratifie le protocole additionnel des Nations unies sur la prévention de la torture dans les lieux privatifs de liberté

COMMUNIQUE

Pa Paris, Lomé, le 14 juin 2010

La FIACAT et l'ACAT Togo se félicitent de la ratification par l'assemblée nationale du Togo, le 10 juin 2010, du Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT).

Cette ratification renforce l'arsenal juridique togolais et devrait permettre de prévenir la torture dans un pays où cette pratique a été très largement utilisée ces dernières années. Néanmoins la ratification du texte n'est pas suffisante et le Togo doit maintenant s'engager à mettre en œuvre de façon effective les dispositions de ce texte.

En vertu des dispositions du Protocole, le Togo, comme tout Etat partie, a maintenant l'obligation d'instituer un mécanisme national de prévention de la torture, dans un délai d'un an. Cet organe devra impérativement être indépendant, composé de personnes compétentes dans le domaine de la lutte contre la torture et bénéficier des ressources suffisantes pour pouvoir effectuer des visites régulières et inopinées dans tous les lieux privatifs de liberté au Togo.

La FIACAT et l'ACAT Togo veilleront à la mise en œuvre effective des dispositions de ce protocole.

Le protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la torture, adopté à New York le 18 décembre 2002, vise à établir un « système de visites régulières, effectuées par des organismes internationaux et nationaux indépendants sur les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et autre peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (article 1 de l'OPCAT). Après le Bénin, le Mali, le Nigéria et le Sénégal, le Togo est le cinquième pays à le ratifier en Afrique

Contact :

► **FIACAT** : Guillaume Colin - g.colin@fiacat.org - +33142800160

**Economie UEMOA - Hausse du prix des produits pétroliers au Togo**

Publié le 19 juin 2010 à 13h06

(PANA) - Les prix des produits pétroliers ont subi une hausse ce samedi au Togo, le litre de l'essence sans plomb passant de 505 à 580 FCFA litre, celui du gasoil de 500 à 575 FCFA et celui du pétrole lampant de 390 à 475 FCFA.

Ces augmentations ne touchent pas le gaz domestique, le prix de la bouteille de 12,5 kg étant toujours maintenu à 3500 FCFA.

Le gouvernement togolais a dû se résoudre à ces augmentations parce qu'il ne peut plus continuer à subventionner les coûts de la fluctuation des prix du pétrole, explique une note du ministère du Commerce.

Depuis 2002, l'Etat a mis en place un mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe.

Mais, faute de moyens pour continuer la subvention, « l'Etat change d'option et s'oriente vers une politique de vérité de prix », souligne la note.

La dernière hausse du prix des produits pétroliers remonte à juillet 2009 et était comprise entre 5 et 13 pour cent, rappelle-t-on

**Enseignement Togo les langues africaines au secours de l'école**

Pour Antoine Kossi Afele, chef du département de linguistique à l'université de Lomé, « le climat est pollué, de façon conflictuelle, entre les langues maternelles et le français. »

Vendredi, 18 Juin 2010 - Les élèves togolais, surtout ceux du primaire, n'ont pas le droit de s'exprimer dans leur langue maternelle dans l'enceinte de leur établissement scolaire. Toute violation de cette règle est punie de manière humiliante. « On m'a mis l'os de la mâchoire d'un bœuf au cou parce que j'avais demandé à quelqu'un, dans ma langue maternelle, si on pourra jouer ensemble », se souvient Jean Baromi, étudiant en linguistique.

Pour Antoine Kossi Afele, chef du département de linguistique à l'université de Lomé, « le climat est pollué, de façon conflictuelle, entre les langues maternelles et le français. » L'universitaire togolais relève « les taux d'échec massifs dus au fait que la langue d'enseignement a été exclusivement en une langue européenne, que l'enfant ne maîtrise pas depuis le début ».

Le Post Environnement Terribles inondations au Togo, la maison de l'international de football Adebayor sous les eaux

Le 21/06/2010 à 10:46



Cela fait maintenant un mois qu'il pleut quasiment chaque jour sur Lomé la petite capitale du Togo. Il y a 3 semaines une tempête avait fait des morts et des dégâts considérables.

Cette nuit, c'est un véritable déluge qui s'est abattu sur Lomé. La pluie a commencé à tomber vers 23h30 avant de redoubler de violence aux alentours de 2h du matin.

C'est la saison des pluies en Afrique de l'Ouest. Après presque 8 mois d'une sécheresse elle-même qualifiée d'exceptionnelle et ayant engendré des cas de famines dans certains pays, la pluie est venue s'installer sur la région avec une violence telle que chacun y voit le spectre du changement climatique.



Les sols trop imbibés n'arrivent pas à absorber ces fortes précipitations, l'eau a envahi les rues de Lomé transformant la capitale en citée lacustre. Quelques maisons se sont écroulées sous la pression des eaux, et des milliers de personnes ont perdu tous leurs biens. Même le célèbre international de football, Emmanuel Adebayor, qui évolue à Arsenal, [a vu son domicile ravagé par les eaux.](#)

La ville s'était pourtant préparée à affronter la saison des pluies, mais nul ne pouvait soupçonner le niveau exceptionnellement haut des précipitations. Les égouts ont débordé et les lagunes se sont déversées dans les quartiers.



La population s'active pour faire disparaître les traces des inondations de la nuit. Les pompiers sont également à pied d'oeuvre avec des pompes à eau. Malgré l'apparition d'un timide soleil, toutes les têtes sont tournées vers le ciel et l'on guette avec inquiétude les signes de nouvelles pluies qui ne manqueraient d'aggraver considérablement une situation déjà trop précaire.



Et vous, croyez-vous au changement climatique ?

E.F

letogolais.com Médias-Presses Togo la revue de la presse togolaise du 14 au 20 juin 2010


LETOGOLAIS.COM - 20/06/2010 La tentative insensée de Gilchrist Olympio de dissoudre et de recomposer unilatéralement le Bureau national de l'UFC est l'événement phare de la presse togolaise. Le quotidien **Liberté**, y voit un règlement de compte de l'opposant historique devenu un vassal de Faure Gnassingbé. « Rien ne l'autorise à procéder à une recomposition du bureau national du parti » affirme dans **Le Canard Indépendant**, Jean-Pierre Fabre, le secrétaire général de l'UFC. Il précise par ailleurs que le congrès extraordinaire du parti prévu fin juillet permettra de tout clarifier. Selon l'hebdomadaire, pour avoir violé la ligne politique de son parti, trahi l'aspiration du peuple et avoir coalisé avec le RPT, le président « temporairement exclu » de l'UFC aurait raté l'occasion d'être le Nelson Mandela togolais. Gilchrist Olympio et ses acolytes AGO (les Amis de Gilchrist Olympio), pour l'essentiel des agents RPT infiltrés dans l'opposition, sont au pied du mur.

Crocodile News écrit que le Maréchal, en prélude au congrès extraordinaire, compte nommer des diplomates, des préfets et des maires AGO.

Le Forum de la Semaine constate que « Les Togolais découvrent aujourd'hui avec stupeur qu'on peut-être Opposant historique et trahir les siens » ».

Le Triangle des Enjeux juge que cette coalition Faure-Gilchrist tague, mais condamne tout de même le FRAC et ses alliés à « resserrer leurs rangs et à adopter une stratégie gagnante ».

Les commentaires de la presse sont également centrés sur la 12ème marche de protestation du FRAC. Il y a un tournant dans cette mobilisation avec la montée en charge des femmes principalement les commerçantes et les revendeuses des marchés de Lomé et ses environs. [Le site de www.fabre-togo.com](http://www.fabre-togo.com) nous relate les brimades que subissent les revendeuses de la part des agents du pouvoir RPT. Il relate également les pressions et les intimidations subies par le pasteur Lawson de l'Eglise méthodiste de Salem. Ce valeureux pasteur porte haut la contestation lors de ses prêches du mercredi.

Crocodile News a, de son côté, relevé le climat bon enfant dans lequel se déroulent les manifestations. **Liberté** est plus sensible à la délégation des femmes togolaises vivant en Côte d'Ivoire venues nombreuses soutenir les manifestants, le FRAC et Jean-Pierre Fabre.

L'autre sujet qui a fait couler beaucoup d'encre à Lomé est la tentative de dissolution de OBUTS par le pouvoir RPT-AGO. « Mobilisation monstre des populations face à l'arsenal sécuritaire déployé par le pouvoir : Le procès de OBUTS prend une allure inquiétante », titrait **Le Correcteur**. Ce journal estime que la situation actuelle incline à la crainte, « le décor était semblable à un pays de guerre » et se demande « où va conduire la situation actuelle ? » face à la détermination sans précédent des manifestants et responsables du FRAC.

Le Canard Indépendant, sans trop oser le dire, note que l'atmosphère prévalait celle du 05 octobre 1990, date de déclenchement de la révolte populaire en faveur du multipartisme et de la démocratie.

Crocodile News revient décrypter de fond en comble le projet quinquennal du gouvernement RPT-AGO. Gilbert Fossoun Hounbo est démenti par les actes posés à ce jour, une litanie de vœux sans fondement formulés pour la relance de l'économie. Alors que les quartiers de Lomé sont envahis par des pluies diluviennes, faisant des victimes innombrables dont trois morts à Nukafu,

Le Correcteur s'indigne que Faure Gnassingbé ait accordé 200 millions de francs Cfa aux sinistrés du Burkina-Faso : « même si l'élan de la solidarité africaine exige que l'on vienne au secours de son voisin en cas de sinistre, le geste de Faure Gnassingbé, laissant ses compatriotes sans soutien, suscite mille et une réflexions »

L'Eveil de la Nation annonce une brouille au sommet de l'Etat. Depuis que Gilchrist Olympio a demandé

l'éviction de Gilbert Bawara, ancien ministre de la coopération, ce n'est plus la sérénité dans l'entourage de Faure Gnassingbé. La déchéance du ministre Bawara aurait été une condition sine qua non avancée par Gilchrist pour collaborer avec le RPT et le clan Gnassingbé. « C'est le ministre Bodjona qui aurait poussé son ancien collègue du ministère de la coopération Gilbert Bawara vers la sortie l'accusant de «creuser sous ses pieds », affirme tout de même le journal. Il est vrai que l'homme-orchestre de la coalition Faure-Gilchrist est Pascal Bodjona, le véritable leader de la junte militaire et les cadres de la Kozah.

La rédaction letogolais.com



Politique TOGO Avis de réunion UFC COMMUNIQUE



Dimanche, 20 Juin 2010 13:20 L'UFC-France invite tous ses adhérents et sympathisants à une importante réunion, le dimanche 04 juillet 2010 à 14h00 à Antony.

Ordre du jour :

1. Compte rendu de la période électorale et de l'élection présidentielle de mars 2010
2. Explications sur la crise politique au sein de l'UFC
3. Mobilisation pour prendre part à l'effort de lutte de nos frères au Togo

Vu l'importance de l'ordre du jour, la présence de tous est indispensable.

Lieu :

Paroisse Saint-Jean à Antony - Porte Latine 1 SQUARE DE L'ATLANTIQUE 92160 Antony Accès : Arrêt Gare les Baconnets, Ligne B du RER

Personnes à contacter :

M. BEKE Georges 06 68 31 59 01

Mme TOOVI-LALOY Ada 06 17 79 49 24



Politique Togo Contestation de la présidentielle La mobilisation ne faiblit pas à Lomé



Samedi 19 Juin 2010 - Les Togolais bravant canicule et pluie depuis 13 semaines, manifestent contre les résultats de la présidentielle du 04 mars 2010.

Trois sujets étaient à l'ordre du jour au meeting qui a sanctionné la 13ème marche de protestation contre la réélection de Faure Gnassinbé. Malgré une légère pluie matinale et le match de coupe du monde entre le Ghana et l'Australie, les militants du Frac ont une fois encore massivement répondu, à l'appel, des leaders du Front. « Nous sommes convaincus de notre cause et nous lutterons jusqu'à ce qu'on trouve une solution qui offre une perspective d'espérance à notre pays », nous a expliqué une dame, habillée aux couleurs de l'Ufc.

Côté animation du meeting, après le ballet des femmes revendeuses de marchés, venues exprimées leur soutien au Frac et à Jean-Pierre Fabre, c'est Agbéyomé Kodjo, qui le premier a pris la parole. Longuement et chaleureusement ovationné aux cris de « Obuts ! Obuts ! », l'ancien Premier ministre a expliqué que ceux qui envisagent de dissoudre sa formation politique, vont faire marche arrière. « Obuts, a été créé dans une église. C'est une création du seigneur et personne ne peut en disposer autrement », a-t-il dit avant d'ajouter qu'il est serein.

Une audience est encore prévue pour le mardi 22 juin, dans ce dossier de l'Obuts, dans lequel, le ministre de l'Administration du territoire, vient de faire une tonitruante irruption. En effet, suite à une lettre d'information adressée par le président de Obuts, Agbéyomé Kodjo, pour tenir informer le ministre Pascal Bodjona, de l'exclusion de certains membres du parti, conformément à une disposition de la charte des partis, M. Bodjona a saisi le Ministre de la Justice aux fins de le voir saisir le Procureur de la République, pour traduire M. Kodjo en justice, pour avoir signé une lettre en sa qualité de président de l'Obuts, un parti sous le coup d'une suspension d'un mois, par décision de justice.

Pourtant, Agbéyomé Kodjo, continue par répondre devant la justice à ce même titre. L'ancien baron du Rpt qui dit bien connaître les siens, estiment que toutes ces gesticulations, sont la preuve d'une panique au niveau du pouvoir. « La victoire est proche. Nos marches de protestations leur font mal », a affirmé M. Kodjo. Il sera suivi par un monument de la lute pour l'indépendance du Togo. Mme Dopé Atakpaméto Haden, très proche de Gilchrist Olypio, aujourd'hui âgée de 94 ans, est venue sur le podium, fredonner des chansons de mobilisation. « Si ces personnes ressources sont avec nous, c'est la preuve de la justesse de notre lutte », dira plus tard, Jean-Pierre Fabre, montrant du doigt, également les députés du parti.

Tout come sa précédente, une autre dame, pilier du plus grand parti de l'opposition et député à l'Assemblée nationale, Mme Sokpoli, présidente de la Section Femmes de l'Ufc, est intervenue pour fustiger le comportement actuel de Gilchrist Olypio. Elle a affirmé leur soutien total au Bureau national du parti et à Jean-Pierre Fabre, candidat du parti, à la dernière élection présidentielle. Tout comme le Secrétaire général de l'Ufc, Mme Sokpoli, s'est insurgée contre la dernière sortie du leader tempor

airement exclu du parti, qui vient d'informer par lettre, avoir recomposé le Bureau national du parti.

« Cet acte n'a aucun sens. Gilchrist Olympio est élu au Congrès du parti tout comme les autres membres du Bureau national. Il ne peut donc pas procéder à une recomposition de l'instance exécutive du parti », a-t-il dit. Visiblement plus remonté, le 1er vice-président du parti, Lawson Patrick, a menacé de faire des révélations, si M. Olympio persistait dans sa démarche. « Nous serons obligés de tout vous révéler ici, si cela continuait. Car, jusqu'ici, nous n'avons rien dit », a-t-il dit avant de préciser, « nous dirons ce qui s'est passé entre le 13 janvier et le 16 février 2009, et tout le monde comprendra ce qui se passe », a-t-il conclu.

Tollé contre la montée des prix du carburant

Dans la nuit de vendredi 18 juin, les togolais ont appris de la bouche du ministre du Commerce, l'augmentation des prix des produits pétroliers. Le litre du Super a connu une augmentation de 75 frs et le pétrole, 50 frs. « Qu'il nous explique d'abord ce qu'ils ont fait des fonds de la caisse de péréquation et des ressources du Fonds d'Entretien Routier (FER) », s'est insurgé Patrick Lawson. Des médias de la place avaient dénoncé dans leurs parutions, la dilapidation des fonds du FER, sous la direction d'un ami à Faure Gnassingbé. Pour toute réaction, le Chef de l'Etat a fait dissoudre la Société.

« Certains Togolais ne peuvent pas faire des sacrifices pour que d'autres se gavent », a dénoncé le Pr. Aimé Gogué, économiste, qui est revenu sur la montée des prix des produits pétroliers. Il dit redouter la réaction des transporteurs et des taxi moto, également. « Ils mettent des gens pour piller les sociétés et après nous le font payer », peste un manifestant, qui cite certaines sociétés dont la gestion indélicate fait l'objet de dénonciation dans la presse. Pour Jean-Pierre Fabre, « tout cela n'est plus que question de jours. Ils vont partir », rassure-t-il, invitant ceux qui de leurs rangs semblent fatigués, à prendre leur retraite, au lieu de vouloir unilatéralement modifier, les objectifs du parti.

Beaucoup redoutent les effets de cette augmentation des prix pétroliers, sur le quotidien des Togolais, déjà misérables.

SYLVIOCOMBEY'S BLOG

Santé Social Togo Grève imminente du personnel soignant



Publié le 20, juin 2010 par sylviocombey - Aucun secteur n'est enviable au Togo, tous sont caractérisés par une déliquescence avancée et l'incapacité notoire de ceux qui dirigent ces départements. Le secteur sanitaire n'étant pas épargné, le personnel soignant envisage observer un mouvement de grève de 48 heures à partir de mardi 22 Juin 2010.

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot) se dit à bout de souffle de supporter l'amateurisme dont fait preuve le gouvernement face aux problèmes qui minent la santé publique au Togo. Ils annoncent observer du 22 au 24 juin 2010, une grève générale sur toute l'étendue du territoire national. L'un des objectifs, à en croire un membre du Synphot est de dénoncer le gouvernement pour ses promesses tenues. Ils disent constater que jusqu'alors, aucune des décisions prises lors d'une rencontre avec le gouvernement en décembre 2008, n'a été prise.

Selon des enquêtes ces praticiens hospitaliers sont plus d'un millier à avoir des conditions de vie et de travail lamentables. Aussi lamentable que cela puisse se présenter, la prime de risque du personnel médical est fixée à 3000 F CFA le mois, alors qu'elle est de 100. 000 F CFA au Bénin voisin. Et pourtant le personnel qualifié n'en manque pas et cela ne fait qu'encourager un exode de ces médecins vers l'hexagone.

L'état de déliquescence criard des structures sanitaires est devenu un secret de polichinelle, transformant les hôpitaux en de véritable mouroir. D'ailleurs certaines salles de consultations de certains centres sont inondées sous le coup des précédentes précipitations.

Le Synphot se dit désormais déterminé à tout mettre en œuvre afin de se faire entendre et sortir le secteur sanitaire du gouffre dans lequel le gouvernement l'a plongé depuis des décennies. Cette grève annoncée est l'une des preuves que ce gouvernement qui a déjà montré ses limites se soucie peu du bien des populations qu'il gouverne.



Samedi, 19 Juin 2010 16:55

Admis à la retraite depuis 1998, il continuait à diriger la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) jusqu'à la mi-mai où il a été décidé de mettre fin à son contrat. Koffi Kadanga Walla, puisqu'il s'agit de lui, cède enfin sa place à Komlan Baliki nommé directeur Général par intérim de la Caisse en attendant une confirmation du haut lieu. Après avoir siphonné toute une vie de labeur des travailleurs togolais, il va devoir se couler la vie douce. Walla comme son nom l'indique est issu de la famille Walla, une famille parente et alliée des Gnassingbé. Ce qui faisait du monsieur un intouchable du sérail. Les journalistes ont eu à écrire des tas d'articles sur ce monsieur mais le clan a toujours fait la sourde oreille sur son cas. Certaines langues disaient qu'il récoltait ainsi les fruits de sa laborieuse et franche collaboration avec Gnassingbé père car, en période de léthargie où le vieux dictateur avait besoin d'argent frais pour joindre les deux bouts, Koffi Walla était là à son chevet décaissant comme de petits pains les sous de nos parents en vue d'aider celui-ci à supporter des dépenses courantes.

Des sources indiquent que Faure avait du mal à l'envoyer paître dans sa retraite dorée à cause de cette magnanimité du monsieur envers son père.

Koffi Walla avait défrayé entre-temps la chronique avec l'affaire de la fameuse Commission de Lutte contre la Corruption et le Sabotage Economique présidée par un certain Follivi Assiongbon. Il avait été épinglé par cette Commission pour s'être tapé des frais de missions « no limit » à l'étranger. Malgré ceci, le vieux général lui avait confié la charge de diriger la Commission de privatisation. Pour la petite histoire, sa sœur Kissem Walla est aujourd'hui membre de la Commission Justice, Vérité et Réconciliation. Un autre foutoir de l'homme de Dieu que le Lynx retrouve les liens très dangereux avec la caste RPT.

Koffi Kadanga Walla, Kissem Tchangai Walla, le général Akawilou Walla, Bernard Edjaidè Walla ont été ministres sous le règne des Gnassingbé. Tous des rejetons de feu Walla, instituteur de son Etat ont été récompensés comme ministres ou directeurs de société. Méritaient-ils mieux que beaucoup de togolais ? Quand on sait qu'au Togo tout part de la tribu pour revenir à la tribu, allez y savoir pourquoi ce penchant des Gnassingbé pour les Walla !

Anicet Moutouari Lynx.info

le Potentiel Sports Mondial 2010 • La débâcle de l'Afrique

Cette Coupe monde avait été présentée comme celle des équipes africaines. Elles devaient jouer pour la première fois les premiers rôles. Mais elles ont montré leurs limites dès le premier tour, se désole Le Potentiel de Kinshasa.

21.06.2010 | Aimè katumba | [Le Potentiel](#)



© AFP L'attaquant camerounais Vincent Aboubakar est dépité après la défaite de son équipe face au Danemark (1-2), Pretoria, 19 juin 2010.

Le Mondial 2010, le premier qui se joue sur le continent africain a suscité beaucoup d'espoir avant le coup d'envoi. Beaucoup parmi les férus du ballon rond ont rêvé voir les six sélections du continent qui prennent part à la compétition aller le plus loin possible. Pourquoi pas faire mieux que le Cameroun et le Sénégal qui avaient atteint les quarts de finale. ["Les lions indomptables" en 1990 et "Les lions de la Téranga" en 2002]. Ces deux équipes sont les seules africaines à avoir atteint les quarts de finale. Dix jours après le début du Mondial 2010, le bilan des Africains est très décevant. Sur les six équipes engagées, seul le Ghana et peut-être la Côte d'Ivoire peuvent encore nourrir l'espoir de franchir le seuil du tour préliminaire. Le Cameroun et le Nigeria sont déjà éliminés. L'Afrique du Sud qui accueille la compétition sur son sol n'est pas loin de la porte de sortie. L'Algérie est, quant à elle, condamnée à un exploit contre les Etats-Unis pour entretenir un mince espoir de se qualifier pour les huitièmes de finale.

Les espoirs suscités avant le démarrage de la compétition étaient justifiés. La plupart des sélections africaines présentes à cette Coupe du monde comptent dans leurs effectifs des joueurs qui jouent au plus haut niveau international. Les fédérations ont recouru aux services des entraîneurs aux "noms clinquants". L'Afrique du Sud est même aller chercher Carlos Alberto Parreira, l'entraîneur champion du monde avec le Brésil en 1994. Le développement du football ces dernières années fait que ce sont les équipes qui sont bâties sur un système défensif hermétique qui parviennent à s'en sortir bien. La tactique repose sur l'usure de l'adversaire avant de porter l'estocade. La stratégie a très bien réussi à l'Inter de José Morinho qui a remporté la Ligue des champions en éliminant en demi-finales la meilleure équipe du monde, le FC Barcelone.

A cette Coupe du monde, tous les entraîneurs se sont mis à jour. Même le Brésil de Carlos Dunga fait attention à son système défensif. Ce sont, donc, les équipes jouent sans se préoccuper de défendre en bloc compact qui sont en difficulté. C'est pourquoi les principaux favoris, notamment le Brésil, Espagne, Angleterre, Allemagne... ont connu des problèmes au cours de ce tour préliminaire. Les Africains ont, quant à eux, beaucoup misé sur leurs stars pour faire la différence. C'est notamment le cas du Cameroun dont tous les espoirs ont été placés en Samuel Eto'o sur qui certains anciens ont, ailleurs, mis la pression avant le coup d'envoi de la compétition [Roger Milla, ancienne vedette de l'équipe a vertement critiqué les performances d'Eto'o en sélection nationale]. Cela ne pouvait pas marcher face à des adversaires disciplinés et appliqués. Le constat est que ce sont les équipes africaines qui ont basé leur stratégie sur le collectif qui s'en sont mieux tirées.

Sunday Times Sports Mondial 2010 • Comment j'ai appris à aimer les Bafana Bafana

Avec la Coupe du monde, une journaliste afrikaner découvre enfin l'univers du football. Elle regrette de ne pas s'être intéressée plus tôt à cette équipe qui donne une si belle image de la "nation arc-en-ciel". L'Afrique du Sud affrontera la France le 22 juin.

21.06.2010 | Kate Omega Wilkinson | [Sunday Times](#)



© AFP Les joueurs sud-africains célèbrent le but qu'ils ont marqué contre le Mexique, Soweto, 11 juin 2010.

Je dois admettre que je faisais partie de ces Blancs qui ne vous ont jamais tenu en grande estime. Non seulement je trouvais le football ennuyeux, mais je croyais que vous n'étiez pas très bons, et même carrément nuls. Je ne cherchais pas à savoir quand vous jouiez, ni qui vous entraînait, pas plus que je ne tentais de mémoriser vos noms.

Votre présence à la Coupe du monde n'a pas réussi à me faire changer d'attitude. D'un manque total d'intérêt, je suis simplement passée à la crainte que vous ne plongiez l'Afrique du Sud dans l'embarras en perdant tous les matchs et en étant rapidement éliminés. J'attendais le Mondial avec impatience, mais pas pour vous soutenir.

J'ai toujours regardé les matchs de notre équipe de cricket et soutenu les Springboks [l'équipe nationale de rugby]. C'était naturel pour moi. Ma famille se réunit à ces occasions. Nous nous asseyons autour du téléviseur et nous mangeons du *biltong* [lamelles de viande séchée]. Je prépare des salades avec mes sœurs et ma mère, pendant que mon frère et mon père font griller des saucisses et des côtelettes. Nous sommes un stéréotype de la famille blanche de banlieue.

Le patriotisme est un sentiment irrésistible et dévorant, capable de submerger les masses. J'ai été emportée comme tout le monde. J'ai équipé ma voiture de chaussettes à rétroviseur et d'un drapeau. Et j'ai revêtu le maillot jaune et vert des Bafana Bafana. J'ai appris les paroles de *Waka Waka* [l'hymne de la Coupe du monde 2010] et de *Wave Your Flag*. J'étais fière d'être sud-africaine. Mais ce n'est qu'en vous voyant jouer contre le Mexique que je suis devenue une vraie fan des Bafana Bafana [Lors du match d'ouverture du mondial, l'Afrique du Sud a fait match nul contre le Mexique (1-1).]

J'ai éprouvé le même orgueil que quand je regarde les Springboks. J'ai chanté l'hymne national avec vous et j'ai pleuré de joie quand Siphiwe Tshabalala a marqué le premier but de la Coupe. Et même si j'ai été déçue quand nous avons perdu contre l'Uruguay, c'était une bonne chose car j'étais restée trop longtemps indifférente à votre parcours. Je me sentais bien en me tordant les mains et en pleurant devant la télévision. Je me sentais bien en étant concernée.

Aujourd'hui, je me sens à la fois reconnaissante et coupable. Reconnaisante parce que je suis maintenant capable d'apprécier ce que vous faites pour nous et que je m'intéresse au football et à votre équipe. Mais coupable parce qu'il a fallu que la Coupe du monde se joue en Afrique du Sud pour que vous soyez enfin soutenus par votre pays. Cela fait des années que vous nous représentez et pendant tout ce temps nous vous avons ignorés. Et lorsque nous avons fini par vous défendre et par reconnaître vos efforts, vous êtes restés humbles et reconnaissants.

Il semble que notre histoire du sport soit enfin bouclée. En 1995, le pays s'était uni derrière l'équipe majoritairement blanche des Springboks [L'Afrique du Sud avait remporté à domicile la Coupe du monde de rugby]. Quinze ans plus tard, le pays s'est rassemblé derrière vous. Ce regroupement, tout à fait légitime, n'avait que trop tardé. Merci de votre patience. Merci de nous avoir représentés alors que nous n'étions pas derrière vous. Vous avez désormais en moi une supportrice pour la vie. Je vous souhaite bonne chance pour votre match contre la France et pour tous ceux que vous disputerez après la Coupe du monde. Je serai avec vous.



Archives Togo Eyadema qui Chante

<http://www.youtube.com/watch?v=EezIsjeM4Po>

20 avril 2009



Lome Togo EYADEMA QUI CHANTE

faureusa



<http://www.youtube.com/watch?v=EezIsjeM4Po>



Lome Togo EYADEMA QUI CHANTE

faureusa

